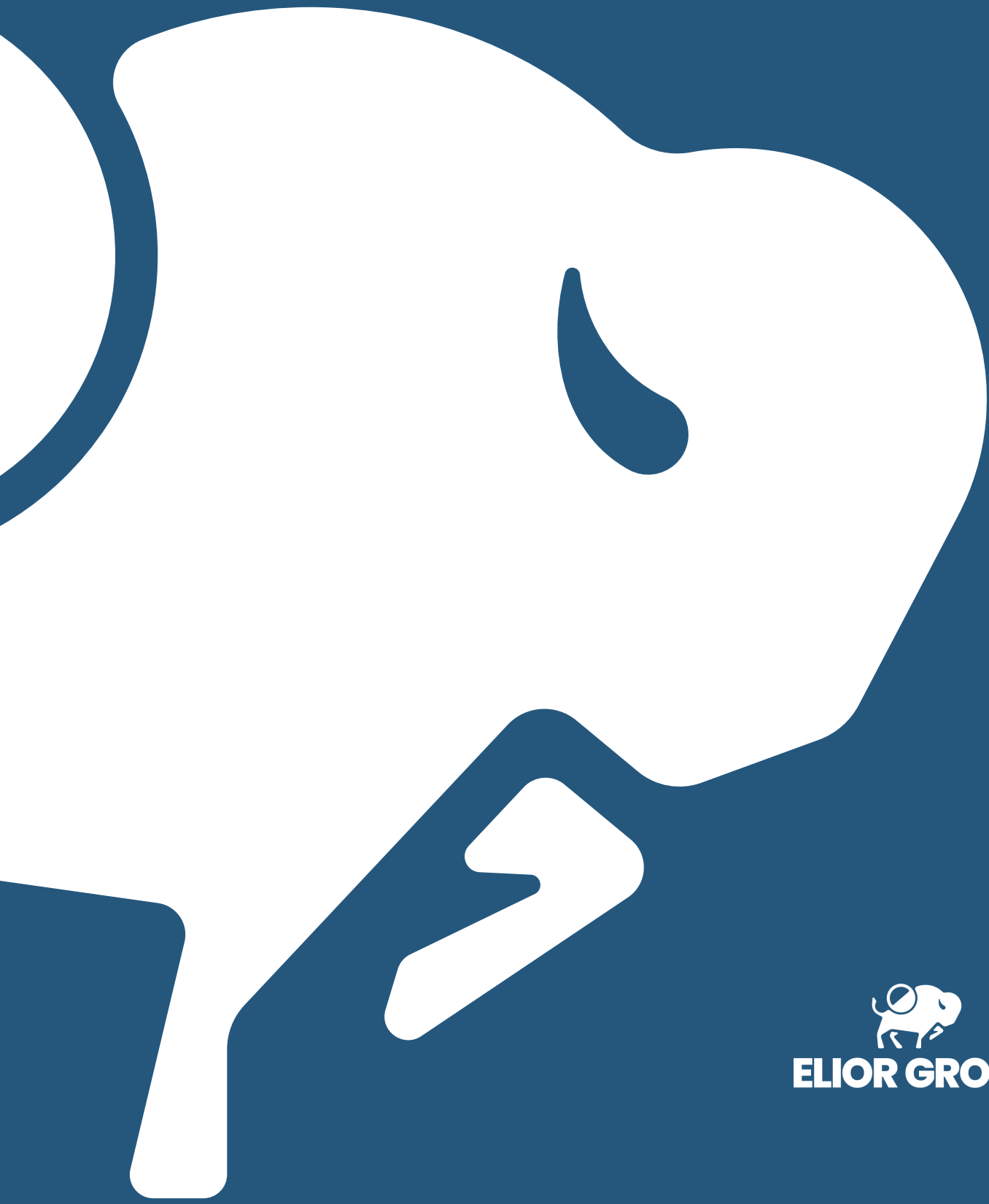


RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} octobre 2025 – 31 mars 2026



ELIOR GROUP



Rapport Financier Semestriel du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026

21 MAI 2026

www.eliorgroup.com

Elior Group SA
Société anonyme
Capital 2 536 118,09 euros
408 168 003 R.C.S. Nanterre

Siège social : 9-11 Allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense Cedex

Sommaire

01

Faits Marquants 4

02

Analyse de l'activité et des résultats 5

03

Flux de trésorerie du Groupe pour
les semestres clos les 31 mars 2025
et 31 mars 2026 10

04

Bilan consolidé simplifié du Groupe 12

05

Événements postérieurs à la clôture
du 31 mars 2026 13

06

Principaux franchissements de
seuils intervenus lors du premier
semestre clos le 31 mars 2026 et
jusqu'au 21 mai 2026 14

07

Comptes consolidés
intermédiaires condensés 15

08

Rapport des commissaires
aux comptes 36

09

Attestation du responsable
du rapport financier semestriel 37

1. Faits Marquants

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2026

Extension du Programme de Titrisation

Le 18 décembre 2025, l'échéance du programme de titrisation a été étendue d'un an du 30 septembre 2027 au 30 septembre 2028.

Placement Privé d'Obligations de 150 millions d'euros et remboursement anticipé de l'Emprunt Obligataire Senior à échéance 2026

Le 25 février 2026, Elior Group a émis à l'issue d'un placement privé 150 millions d'obligations senior additionnelles portant intérêt à 5,625% et à échéance 2030. Le produit de cette émission obligataire a permis le remboursement par anticipation d'un montant résiduel de 159 millions d'euros d'obligations senior à 3,750% venant à échéance en juillet 2026.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2025

Remboursement du Crédit Senior « Term Loan » de 100 millions d'euros

Le Crédit Senior « Term Loan » de 100 millions d'euros a été intégralement remboursé au 31 décembre 2024 grâce au financement issu du contrat de titrisation conclu le 30 septembre 2024.

Émission Obligataire « High Yield » de 500 millions d'euros

Le 4 février 2025, Elior Group a émis un emprunt obligataire senior d'un nominal de 500 millions d'euros à échéance mars 2030 et portant intérêt à 5,625%. Le produit de cette émission obligataire a permis de financer le remboursement à hauteur de 391 millions d'euros des 550 millions d'euros de l'emprunt obligataire senior à échéance juillet 2026.

Facilités de crédit renouvelable multidevises de 430 millions d'euros

Le 4 février 2025, Elior Group a également conclu une nouvelle convention de crédit renouvelable multidevises en euro et en dollar U.S. pour 430 millions d'euros (RCF) à échéance septembre 2029.

2. Analyse de l'activité et des résultats

(en millions d'euros)	Exercice clos au 31 mars 2026	Exercice clos au 31 mars 2025
Chiffre d'affaires	3 179	3 213
Achats consommés	(893)	(907)
Charges de personnel	(1 750)	(1 745)
Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions	(2)	(1)
Autres frais opérationnels	(297)	(299)
Impôts et taxes	(57)	(63)
Amortissements et provisions opérationnels courants	(87)	(67)
Dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation	(10)	(12)
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies	83	119
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées	-	-
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	83	119
Autres produits et charges opérationnels non courants	(2)	(6)
Résultat opérationnel des activités poursuivies incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	81	113
Charges et produits financiers nets	(50)	(52)
Résultat avant impôt des activités poursuivies	31	61
Impôt sur les résultats	(10)	(18)
Résultat net des activités poursuivies	21	43
Résultat net des activités arrêtées ou en vue de la vente	-	-
Résultat net	21	43
Attribuable aux :		
Actionnaires de la société mère	21	43
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Résultat net par action (en €)		
Résultat net par action des activités poursuivies		
de base	0,08	0,17
dilué	0,08	0,17
Résultat net par action des activités arrêtées ou en cours de cession		
de base	-	-
dilué	-	-
Résultat net total par action		
de base	0,08	0,17
dilué	0,08	0,17

Chiffre d'affaires

Analyse du chiffre d'affaires et détermination du taux de croissance organique

La croissance organique entre une période financière et une période antérieure comparable est déterminée par le Groupe en calculant la croissance du chiffre d'affaires en excluant :

- (i) les effets des changements de périmètre de consolidation des acquisitions, cessions et transferts en activités détenues en vue de la vente réalisés pendant chacune des périodes comparées tel que décrit ci-après :
 - pour ce qui est des acquisitions réalisées pendant l'exercice n-1, est considéré comme un effet de « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités acquises entre le début de l'exercice n jusqu'à un an après l'entrée dans le périmètre de consolidation des activités en question ;
 - pour ce qui est des acquisitions réalisées pendant l'exercice n, est considéré comme un effet de « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités acquises entre la date d'entrée dans le périmètre de consolidation des activités en question jusqu'à la fin de l'exercice n ;
 - pour ce qui est des cessions réalisées pendant l'exercice n-1, est considéré comme un effet de « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités cédées pendant l'exercice n-1 ; et
 - pour ce qui est des cessions réalisées pendant l'exercice n, est considéré comme un effet de « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités cédées entre la date tombant un an avant la sortie du périmètre de consolidation des activités en question jusqu'à la fin de l'exercice n-1.

En revanche, quand le Groupe analyse et compare des périodes qui ne sont pas des exercices comptables (par exemple des semestres), l'impact des changements de périmètre de consolidation est déterminé comme suit :

- pour ce qui est (i) des acquisitions réalisées pendant l'exercice comptable n-1 mais après la fin de la période n-1 et (ii) des acquisitions réalisées pendant l'exercice comptable n mais avant le début de la période n, est considéré comme effet du « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités acquises pendant la période n ; et
- pour ce qui est des (i) des cessions réalisées pendant l'exercice comptable n-1 mais après la fin de la période n-1 et (ii) les cessions réalisées pendant l'exercice comptable n mais avant le début de la période n, est considéré comme effet du « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités cédées pendant la période n-1.
- (ii) l'effet de la variation des taux de change tel que décrit ci-après :

L'effet de la variation des taux de change sur la croissance du chiffre d'affaires du Groupe est la différence entre le chiffre d'affaires constaté pour la période n et le chiffre d'affaires constaté pour la période n calculé aux taux de change applicables pour la période n-1. Les taux de change applicables pour une période sont calculés selon la moyenne des taux quotidiens pour cette période.

- (iii) l'effet des changements de principes comptables.

Évolution du chiffre d'affaires du Groupe

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 3 179 millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice 2025-2026, contre 3 213 millions d'euros sur la même période de l'année précédente. Cette évolution correspond à une baisse de -1,1%, intégrant une croissance organique de +1,3%, une contribution positive des acquisitions tactiques de +0,2%, ainsi qu'un impact défavorable des effets de change de -2,6%.

Sur une base comparable, le chiffre d'affaires progresse de +2% reflétant un effet volume de +0,6% et un effet prix de +1,4%.

Au cours de la période, la conquête commerciale ressort supérieure à celle du premier semestre de l'an passé. Toutefois, les nouvelles signatures récentes incluent une part plus importante de contrats d'envergure dont la mise en place est plus longue, à l'image du contrat de restauration collective et de nettoyage de 113 collèges dans les Yvelines ou de celui concernant le siège d'une grande banque dans le quartier d'affaires de La Défense. Cela explique le décalage de l'impact sur la croissance du chiffre d'affaires et une contribution de la balance commerciale sur le premier semestre de l'exercice qui s'établit à -0,7%, incluant l'effet en année pleine des fermetures de contrats de l'an passé.

Au 31 mars 2026, le taux de rétention atteint 91,4% en progression par rapport au taux de 91% à fin mars 2025 et 90,6% à fin septembre 2025.

Chiffre d'affaires par secteur d'activité :

(en millions d'euros)	6 mois 2025-2026	6 mois 2024-2025	Croissance organique	Variations de périmètre	Ecart de change	Autres
Restauration Collective	2 320	2 373	0,9%	0,3%	(3,5)%	0,0%
Multiservices	856	833	2,6%	0,3%	0,0%	0,0%
SOUS-TOTAL	3 176	3 206	1,3%	0,3%	(2,6)%	0,0%
Corporate & Autres	3	7	(0,4)%	(50,7)%	0,0%	0,0%
TOTAL GROUPE	3 179	3 213	1,3%	0,2%	(2,6)%	0,0%

En **Restauration Collective**, le chiffre d'affaires s'élève à 2 320 millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice 2025-2026, contre 2 373 millions d'euros il y a un an. Cette variation profite d'une croissance organique de +0,9 %, principalement portée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la péninsule ibérique. En France, le chiffre d'affaires est en léger recul en raison d'un décalage temporaire des effets du développement commercial, qui se matérialiseront principalement sur le prochain exercice, tandis qu'en Italie l'activité est impactée par le non-renouvellement de certains contrats publics l'an passé.

Dans les **Multiservices**, le chiffre d'affaires atteint 856 millions d'euros, contre 833 millions d'euros un an plus tôt, en progression de +2,9 %. La croissance organique s'affiche à +2,6 % reflétant une bonne dynamique des activités Aéronautique et Énergie/Urbain, ainsi qu'une contribution favorable des activités de Facilities Services, limitant l'impact du recul des activités d'intérim en France.

Corporate et Autres, qui comprend les activités de concession « Maison de l'Amérique Latine » et de chocolaterie, génère un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros.

Achats consommés des activités poursuivies

Les achats consommés des activités poursuivies au 31 mars 2026 s'élèvent à 893 millions d'euros, légèrement en baisse par rapport au 31 mars 2025.

Exprimés en pourcentage sur le chiffre d'affaires, les achats consommés ont représenté 28 % au 1^{er} semestre clos le 31 mars 2026 contre 28 % au 1^{er} semestre clos le 31 mars 2025 avec le recul de l'inflation sur les matières premières.

Charges de personnel des activités poursuivies

Les charges de personnel des activités poursuivies hors plans de rémunérations en actions sont passées de 1 745 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2025 à 1 750 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2026, soit une augmentation de 5 millions d'euros.

Exprimées en pourcentage sur le chiffre d'affaires, elles représentaient 54,3 % au 1^{er} semestre clos le 31 mars 2025 contre 55 % au 1^{er} semestre clos le 31 mars 2026.

Les charges de personnel incluent des charges ou produits au titre des plans de rémunération à long terme en actions concernant les filiales françaises et étrangères du Groupe. Ces charges sont de 2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2026, contre 1 million d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2025.

Autres frais opérationnels des activités poursuivies

Les autres frais opérationnels des activités poursuivies sont quasiment stables et passent de 299 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2025 à 297 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2026.

Impôts et taxes des activités poursuivies

Les impôts et taxes des activités poursuivies ont baissé de 6 millions d'euros, passant de 63 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2025 à 57 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2026.

Amortissements et provisions opérationnels courants des activités poursuivies

Les amortissements et provisions opérationnels courants des activités poursuivies ont augmenté, passant de 67 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2025 à 87 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2026.

EBITA Ajusté des activités poursuivies incluant la quote-part de résultat des entreprises associées

Dans un environnement marqué par des tensions inflationnistes, le Groupe est parvenu par des gains d'efficacité opérationnelle continus à compenser l'impact de l'inflation sur la rentabilité. Néanmoins, le décalage temporaire des effets du développement commercial, tel que mentionné plus haut, impacte mécaniquement l'EBITA. Par ailleurs, ce dernier est pénalisé par le différend sur les conditions tarifaires relatives à un contrat significatif de restauration en Italie.

L'EBITA ajusté consolidé du Groupe s'établit à 95 millions d'euros au premier semestre de l'exercice 2025-2026, en baisse par rapport aux 132 millions d'euros l'an dernier. Le taux de marge d'EBITA ajusté recule de 110 points de base pour atteindre 3%. Hors l'élément exceptionnel lié au contrat italien, la marge d'EBITA ajusté ressort à 3,9%.

EBITA ajusté par segment pour les périodes indiquées, exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 mars		Variation Ebita ajusté	Marge d'Ebita ajusté	
	2026	2025		2026	2025
Restauration Collective	87	124	(37)	3,8%	5,2%
Multiservices	21	17	4	2,5%	2,0%
SOUS-TOTAL	108	141	(33)	3,4%	4,4%
Corporate & Autres	(13)	(9)	(4)	-	-
TOTAL GROUPE	95	132	(37)	3,0%	4,1%

En **Restauration Collective**, l'EBITA ajusté atteint 87 millions d'euros, contre 124 millions d'euros un an plus tôt. La marge d'EBITA ajusté ressort à 3,8% contre 5,2% au premier semestre 2024-2025, en recul de 140 points de base et 5% (soit -20 points de base) hors élément exceptionnel en Italie.

Dans les **Multiservices**, l'EBITA ajusté ressort à 21 millions d'euros contre 17 millions l'an dernier. La marge d'EBITA ajusté progresse de 50 points de base à 2,5 %.

Corporate et Autres affiche une perte de 13 millions d'euros, contre 9 millions d'euros à fin mars 2025.

Résultat Opérationnel courant des activités poursuivies incluant la Quote-part de résultat des entreprises associées

Le résultat opérationnel courant des activités poursuivies du premier semestre 2025-2026 est en baisse de 30%, atteignant 83 millions d'euros, contre 119 millions un an plus tôt. Ce résultat comprend l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions qui s'élève à 10 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2026 contre 12 millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice précédent.

Autres produits et charges opérationnels non courants des activités poursuivies

Les charges opérationnelles nettes non courantes s'élèvent à 2 millions d'euros, en diminution par rapport aux 6 millions enregistrés en 2024-2025, qui intégraient des charges de restructuration à hauteur de 3 millions d'euros.

Charges et produits financiers nets des activités poursuivies

Le résultat financier affiche une charge nette de 50 millions d'euros, en légère amélioration par rapport aux 52 millions d'euros enregistrés sur la période correspondante de l'exercice précédent.

Impôts sur les résultats des activités poursuivies

La charge nette d'impôts, hors CVAE, est comptabilisée sur la base du taux d'imposition qui devrait s'appliquer au résultat annuel total par zone d'intégration fiscale et en fonction de l'estimation faite par le management de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés basée sur la mise à jour du dernier plan d'affaires du Groupe.

La charge nette d'impôts des activités poursuivies du Groupe au premier semestre 2025-2026 s'établit à 10 millions d'euros. Elle se décompose en impôts courants pour 12 millions d'euros principalement en France et en Espagne et d'un produit d'impôts différés de 2 millions d'euros.

La charge d'impôts s'élevait à 18 millions d'euros pour les 6 mois clos le 31 mars 2025, et se décomposait en impôts courants pour 14 millions d'euros et en impôts différés pour 4 millions d'euros, résultant essentiellement du profit généré en France et aux États-Unis sur la période.

Résultat des activités arrêtées ou destinées à être cédées

Le résultat net des activités arrêtées ou en vue de la vente est nul pour les premiers semestres clos les 31 mars 2025 et 2026.

Résultat net part du Groupe et bénéfice net par action

Compte tenu des éléments ci-dessus, le résultat net part du Groupe affiche un gain de 21 millions d'euros, contre 43 millions pour la période close au 31 mars 2025.

Le résultat net par action calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions Elior Group en circulation à la fin du semestre clos le 31 mars 2026 s'élève à 0,08 euro contre un résultat net par action de 0,17 euro au premier semestre de l'exercice 2025.

Résultat net part du Groupe Ajusté

Le résultat net part du Groupe ajusté correspond au résultat net part du Groupe des activités poursuivies retraité (i) des « autres produits et charges opérationnels non courants », (ii) des dépréciations des écarts d'acquisition et des dotations aux amortissements relatifs aux actifs incorporels reconnus en consolidation au titre des acquisitions, (iii) des dépréciations exceptionnelles sur titres de participations non consolidées et prêts, (iv) des impacts liés aux plus ou moins-values de cession de sociétés consolidées présentés en « Activités arrêtées ou en cours de cession » ; l'ensemble de ces retraitements étant net d'impôts.

Le résultat net part du Groupe ajusté atteint 30 millions d'euros, en baisse de 26 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024-2025.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 mars	
	2026	2025
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	21	43
Retraitements		
Autres produits et charges opérationnels non courants	2	6
Charge d'impairment des écarts d'acquisition	-	-
Dotations aux amortissements relatifs aux actifs incorporels reconnus en consolidation	10	12
Dépréciation exceptionnelle sur titres de participations non consolidés et prêts	-	-
Effet d'impôts sur les retraitements précédents	(3)	(5)
Résultat net part du Groupe ajusté	30	56
Résultat net part du Groupe par action ajusté en €	0,12	0,22

3. Flux de trésorerie du Groupe pour les semestres clos les 31 mars 2025 et 31 mars 2026

Le tableau ci-dessous résume les flux de trésorerie du Groupe pour les semestres clos les 31 mars 2025 et 2026.

(en millions d'euros)	Exercice clos au 31 mars 2026	Exercice clos au 31 mars 2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies	76	257
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(89)	(58)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	(93)	(157)
Incidence de la variation des taux de change et autres variations	(1)	(8)
Variation Nette de la Trésorerie des activités poursuivies	(107)	34
Variation Nette de la Trésorerie des activités non poursuivies	-	(1)
Variation de trésorerie nette	(107)	33

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies

Les encaissements de trésorerie liés à l'activité d'exploitation poursuivie s'élèvent à 76 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2026 contre 257 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2025.

Variation des besoins en fonds de roulement. La variation nette du besoin en fonds de roulement (BFR) est de (52) millions d'euros, contre 121 millions d'euros l'an passé. Le premier semestre clos le 31 mars 2025 bénéficiait de l'impact très favorable du nouveau programme de titrisation de septembre 2024.

Intérêts et charges financières versés. Pour le semestre clos le 31 mars 2026, les intérêts financiers versés s'élèvent à 50 millions d'euros, identique aux intérêts versés de 50 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2025.

Impôts versés. Les impôts encaissés (versés) comprennent l'impôt sur les sociétés payé ou encaissé dans toutes les zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère. Ils comprennent également la taxe italienne IRAP (Imposta Regionale Sulle Attività Produttive), la taxe française CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et les State Tax aux États-Unis.

Le montant des impôts versés engendre un décaissement quasiment nul pour le semestre clos le 31 mars 2026 contre un décaissement de 7 millions d'euros sur le semestre clos le 31 mars 2025.

Autres produits et charges opérationnels non courants ayant un impact sur la trésorerie. Ces flux de trésorerie comprennent principalement les décaissements de trésorerie relatifs à des dépenses non récurrentes figurant sous l'intitulé « Autres produits et charges opérationnels non courants » dans le compte de résultat consolidé du Groupe, soit essentiellement des coûts de restructuration.

Les décaissements nets des autres produits et charges opérationnels non courants ayant un impact sur la trésorerie s'élèvent respectivement à 3 millions d'euros et 7 millions d'euros pour les semestres clos aux 31 mars 2026 et 2025.

Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement poursuivies

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies correspondent à des décaissements de 89 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2026 contre 58 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2025.

Dépenses d'investissement (Investissements opérationnels nets). Les flux de trésorerie consolidés affectés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles (net des produits des cessions) sont en augmentation. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 83 millions d'euros au premier semestre, contre 61 millions d'euros l'an dernier. Elles représentent ainsi 2,6 % du chiffre d'affaires total du Groupe contre 1,9 % l'an passé.

Au titre des activités Restauration Collective et Multiservices, les dépenses d'investissement s'élèvent à 53 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2026 et à 58 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2025, soit 1,7 % du chiffre d'affaires de ces activités au 31 mars 2026 et 1,8% au 31 mars 2025.

Au titre du segment Corporate et Autres, les dépenses d'investissement s'élèvent à 29 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2026 en forte augmentation par rapport aux 3 millions d'euros du semestre clos le 31 mars 2025.

Acquisitions et cessions d'immobilisations financières. Les encaissements nets de trésorerie au titre des acquisitions et cessions d'immobilisations financières représentent 4 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2026 contre 13 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2025. Il s'agit essentiellement de dépôts de garantie. Au premier semestre 2025, il était principalement composé de la cession des titres Ducasse Développement pour 10 millions d'euros.

Acquisitions et cessions de sociétés consolidées. Pour le semestre clos le 31 mars 2026 ce décaissement s'élève à 10 millions d'euros et concerne essentiellement l'acquisition d'une société en Asie pour 9 millions d'euros. Au 31 mars 2025, ce décaissement représentait 10 millions d'euros et concernait essentiellement l'acquisition de sociétés en Espagne dans le domaine de la propreté pour 6 millions d'euros.

Autres flux liés aux opérations d'investissement. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement sont non significatifs au 31 mars 2026 et au 31 mars 2025.

Flux de trésorerie liés aux opérations de financement poursuivies

La trésorerie nette provenant des opérations de financement des activités poursuivies représente un décaissement net de 93 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2026, contre un décaissement net de 157 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2025.

Achats d'actions propres. Les achats d'actions propres s'élèvent à 2 millions d'euros au premier semestre clos au 31 mars 2026.

Émissions d'emprunts. La trésorerie générée par les émissions d'emprunts représente 220 millions d'euros et 663 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2026 et 31 mars 2025.

Pour le semestre clos le 31 mars 2026, la trésorerie générée par les émissions d'emprunts correspond principalement au tirage sur le programme NEU CP pour 64 millions d'euros et à l'émission obligataire senior à échéance 2030 pour 150 millions d'euros.

Pour le semestre clos le 31 mars 2025, la trésorerie générée par les émissions d'emprunts correspondait principalement au tirage de la nouvelle de crédit revolving pour 145 millions d'euros et à l'émission obligataire à échéance 2030 pour 500 millions d'euros.

Remboursements d'emprunts. Les remboursements d'emprunts ont conduit à des décaissements nets de 271 millions d'euros et de 782 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2026 et 31 mars 2025.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2026, les remboursements concernent principalement (i) l'emprunt obligataire senior à échéance 2026 pour 159 millions d'euros, (ii) le programme de titrisation de créances commerciales pour 7 millions d'euros, (iii) le crédit revolving pour 75 millions d'euros et (iv) le prêt garanti par l'État pour 28 millions d'euros.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2025, les remboursements concernaient principalement (i) l'emprunt obligataire à échéance 2026 pour 391 millions d'euros, (ii) le programme de titrisation de créances commerciales pour 76 millions d'euros, (iii) la dette senior (Term-loan) pour 100 millions d'euros, (iv) le crédit revolving pour 180 millions d'euros et (v) le prêt garanti par l'État pour 28 millions d'euros.

Remboursements de la dette locative (IFRS 16). Les remboursements de la dette locative ont conduit à des décaissements d'un montant de 30 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2026, contre 37 millions d'euros du semestre clos le 31 mars 2025.

Incidence de la variation des taux de change. Pour le semestre clos le 31 mars 2026, les variations des taux de change et les autres variations ont un impact négatif de 1 million d'euros sur la trésorerie contre un impact négatif de 8 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2025.

Variation de la trésorerie nette des activités non poursuivies. La variation nette pour le semestre clos le 31 mars 2026 est nul contre un décaissement de 1 million d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2025.

Free cash flow

(en millions d'euros)	Exercice clos au 31 mars 2026	Exercice clos au 31 mars 2025
Excédent brut d'exploitation (EBITDA)	180	198
Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(83)	(61)
Quote-part de résultat des entreprises associées	-	-
Variation des besoins en fonds de roulement	(52)	121
Autres produits et charges opérationnels non courants ayant un impact sur la trésorerie	(3)	(7)
Autres flux sans impact sur la trésorerie	1	2
Loyers IFRS 16 payés	(34)	(41)
Free Cash-Flow Opérationnel	9	212
Impôts encaissés (versés)	-	(7)
Free Cash-Flow	9	205

Le free cash-flow s'élève à 9 millions d'euros en baisse de 196 millions d'euros par rapport à période similaire de l'an passé, en raison de la hausse des investissements de 22 millions d'euros combinée à un fort impact négatif de 173 millions d'euros du besoin en fonds de roulement. Le Free Cash-Flow opérationnel intègre le décaissement des loyers IFRS 16 pour 34 millions d'euros.

4. Bilan consolidé simplifié du Groupe

(en millions d'euros)	Au 31 mars 2026	Au 30 sept 2025	(en millions d'euros)	Au 31 mars 2026	Au 30 sept 2025
Actifs non courants	2 670	2 622	Capitaux Propres	852	835
Actifs courants hors Trésorerie	1 014	960	Participations ne donnant pas le contrôle	-	1
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-	Passifs non courants	908	878
Trésorerie	79	195	Passifs courants	2 003	2 063
			Passifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-
TOTAL ACTIF	3 763	3 777	TOTAL PASSIF	3 763	3 777
			Besoin en fonds de roulement opérationnels nets	(423)	(472)
			Endettement financier net	1 179	1 116
			Endettement financier net SFA	1 182	1 125
			Ratio levier SFA (endettement financier net SFA / Ebitda ajusté)	3,6	3,3

Au 31 mars 2026, les actifs non courants incluent des actifs d'impôts différés pour un total de 110 millions d'euros contre 109 millions d'euros au 30 septembre 2025.

Au 31 mars 2026, l'endettement financier net s'établit à 1 179 millions d'euros, en hausse par rapport à 1 116 millions d'euros au 30 septembre 2025.

Elle comprend essentiellement (i) des dettes obligataires senior d'un montant total de 650 millions d'euros, (ii) une dette bancaire garantie par l'État Français (PGE) pour un montant de 84 millions d'euros, (iii) une dette bancaire senior (RCF) d'un montant total de 40 millions d'euros, (iv) les financements par la titrisation de créances commerciales pour un montant de 128 millions d'euros, (v) des dettes de loyers pour un montant de 169 millions d'euros, (vi) les financements par NEU CP pour un montant de 144 millions d'euros, (vii) les autres emprunts pour un montant de 41 millions d'euros avec essentiellement les découverts bancaires, et (viii) la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour un montant de 79 millions d'euros.

Au 31 mars 2026, le taux moyen de l'endettement du Groupe après couverture et hors Commitment Fees RCF est de 5,08% (4,57 % au 30 septembre 2025).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 79 millions d'euros au 31 mars 2026. La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie, nette des découverts bancaires, s'élève à 45 millions d'euros.

Au 31 mars 2026, l'endettement financier net consolidé selon la définition du Senior Facilities Agreement (SFA), donc y compris les dettes de loyers IFRS 16, s'élevait à 1 182 millions d'euros, soit 3,6 fois l'Ebitda consolidé sur 12 mois glissants pro forma, contre 1 125 millions d'euros au 30 septembre 2025, ce qui représentait 3,3 fois l'Ebitda ajusté.

5. Événements postérieurs à la clôture du 31 mars 2026

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

6. Principaux franchissements de seuils intervenus lors du premier semestre clos le 31 mars 2026 et jusqu'au 21 mai 2026

- Cobas Asset Management SGIC, S.A. a déclaré avoir franchi en hausse, le 22 janvier 2026, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société et détenir 13 153 093 actions représentant autant de droits de vote, soit 5,19% du capital et des droits de vote de la Société.
- Cobas Asset Management SGIC, S.A. a déclaré avoir franchi en hausse, le 1^{er} avril 2026, les seuils de 10% du capital et des droits de vote de la Société et détenir 25 753 094 actions représentant autant de droits de vote, soit 10,15% du capital et des droits de vote de la Société.

À l'occasion de ce franchissement de seuils, la déclaration d'intention suivante a été effectuée : « *L'acquisition des titres ELIOR GROUP par Cobas Asset Management, SGIC, S.A. s'inscrit dans le cadre normal de son activité de société de gestion de portefeuille menée sans intention de mettre en œuvre une stratégie particulière à l'égard d'ELIOR GROUP ni d'exercer, à ce titre, une influence spécifique sur la gestion de cette dernière. Cobas Asset Management, SGIC, S.A. n'agit pas de concert avec un tiers et n'a pas l'intention de prendre le contrôle d'ELIOR GROUP ni de demander sa nomination ou celle d'une ou plusieurs personnes comme administrateur, membre du directoire ou du conseil de surveillance* ».

7. Comptes consolidés intermédiaires condensés

01	Compte de résultat consolidé et état du résultat global	17	08	Recours à des estimations	24
1.1	Compte de résultat consolidé	17	09	Taux de change	25
1.2	État du résultat global	18	10	Regroupements d'entreprises	25
02	Bilan consolidé	19	11	Information sectorielle	25
2.1	Actif	19	11.1	Chiffre d'affaires, EBITA ajusté et actifs non courants par secteur d'activité	26
2.2	Passif	20	11.2	Chiffre d'affaires par zone géographique	27
03	Tableau de flux de trésorerie consolidé	21	12	Autres produits et charges opérationnels non courants	27
04	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	22	13	Impôts sur le résultat	27
05	Présentation générale	23	14	Capital de la société mère et dividendes	27
06	Faits marquants	23	14.1	Capital de la société mère	27
07	Principes comptables	24	14.2	Dividendes	27
7.1	Base de préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés	24			
7.2	Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et appliquées par le Groupe	24			

15

Ecarts d'acquisition	28
----------------------	----

16

Immobilisations incorporelles	29
-------------------------------	----

17

Immobilisations corporelles	29
-----------------------------	----

18

Droits d'utilisation	30
----------------------	----

19

Dettes financières et charges financières nettes	30
--	----

19.1 Dettes financières	30
19.2 Gestion des risques financiers	33
19.3 Charges financières nettes	34

20

Provisions courantes et non courantes	35
---------------------------------------	----

21

Transactions avec les parties liées	35
-------------------------------------	----

22

Événements postérieurs à la clôture du 31 mars 2026	35
---	----

1. Compte de résultat consolidé et état du résultat global

1.1. Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)	Note	Semestre clos le 31 mars 2026	Semestre clos le 31 mars 2025
Chiffre d'affaires	11.1	3 179	3 213
Achats consommés		(893)	(907)
Charges de personnel excluant les rémunérations en actions		(1 750)	(1 745)
Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions		(2)	(1)
Autres frais opérationnels		(297)	(299)
Impôts et taxes		(57)	(63)
Amortissements et provisions opérationnels courants		(87)	(67)
Dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation		(10)	(12)
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies		83	119
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées		-	-
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	11.1	83	119
Autres produits et charges opérationnels non courants	12	(2)	(6)
Résultat opérationnel des activités poursuivies incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		81	113
Charges financières	19.3	(70)	(77)
Produits financiers	19.3	20	25
Résultat avant impôt des activités poursuivies		31	61
Impôt sur les résultats	13	(10)	(18)
Résultat net des activités poursuivies		21	43
Résultat net des activités arrêtées ou en vue de la vente		-	-
Résultat net		21	43
Attribuable aux :		-	-
Actionnaires de la société mère		21	43
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-

(En euros)	Note	Semestre clos le 31 mars 2026	Semestre clos le 31 mars 2025
Résultat net par action			
Résultat net par action des activités poursuivies			
de base		0,08	0,17
dilué		0,08	0,17
Résultat net par action des activités arrêtées ou en vue de la vente			
de base		-	-
dilué		-	-
Résultat net total par action			
de base		0,08	0,17
dilué		0,08	0,17

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé et état du résultat global

1.2. État du résultat global

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 31 mars 2026	Semestre clos le 31 mars 2025
Résultat net de la période	21	43
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		
Engagements liés aux avantages au personnel	-	-
Impôt sur les résultats liés	-	-
TOTAL	-	-
Éléments recyclables ultérieurement en résultat		
Instruments financiers	3	(7)
Écarts de conversion	4	11
Impôt sur les résultats liés	(1)	2
TOTAL	6	6
		-
Résultat global	27	49
Attribuable aux :		
• Actionnaires de la société mère	27	49
• Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Résultat global attribuable aux actionnaires de la société mère :	27	49
• Des activités poursuivies	27	49
• Des activités arrêtées ou en vue de la vente	-	-

2. Bilan consolidé

2.1. Actif

(En millions d'euros)	Note	Au 31 mars 2026	Au 30 septembre 2025
Écarts d'acquisition	15	1 688	1 672
Immobilisations incorporelles	16	194	198
Immobilisations corporelles	17	358	329
Droits d'utilisation	18	161	154
Autres actifs non courants		4	1
Actifs financiers non courants		153	158
Participations dans les entreprises associées		-	-
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		2	1
Impôts différés		110	109
TOTAL ACTIF NON COURANT		2 670	2 622
Stocks		108	99
Clients et autres créances d'exploitation		816	783
Actifs sur contrat client		-	-
Actif d'impôt exigible		16	18
Autres actifs courants		74	60
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		79	195
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		-	-
TOTAL ACTIF COURANT		1 093	1 155
TOTAL ACTIF		3 763	3 777

(*) Inclus dans le calcul de l'endettement financier net

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Bilan consolidé

2.2. Passif

(En millions d'euros)	Note	Au 31 mars 2026	Au 30 septembre 2025
Capital		3	3
Réserves et résultats accumulés		875	862
Écarts de conversion		(26)	(30)
TOTAL CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		852	835
Participations ne donnant pas le contrôle		-	1
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4	852	836
Emprunts et dettes financières (*)	19	691	665
Dettes de loyers (*)	19	112	108
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		7	7
Impôts différés		1	2
Engagements de retraite et avantages au personnel	20	71	70
Provisions non courantes	20	21	21
Autres passifs non courants		5	5
TOTAL PASSIF NON COURANT		908	878
Fournisseurs et comptes rattachés		661	639
Dettes sur immobilisations		10	15
Dettes fiscales et sociales		688	706
Dette d'impôt sur le résultat		24	15
Emprunts et dettes financières (*)	19	393	478
Dettes de loyers (*)	19	56	53
Provisions courantes	20	61	49
Passifs sur contrat client		54	54
Autres passifs courants		56	54
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		-	-
TOTAL PASSIF COURANT		2 003	2 063
TOTAL PASSIF		2 911	2 941
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		3 763	3 777
<i>Endettement financier net</i>		1 179	1 116
<i>Endettement financier net hors juste valeur des instruments financiers dérivés et frais d'émission d'emprunt</i>		1 182	1 125

(*) Inklus dans le calcul de l'endettement financier net

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(En millions d'euros)	Note	Semestre clos le 31 mars 2026	Semestre clos le 31 mars 2025
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		83	119
Dotations aux amortissements		84	87
Dotations aux provisions		13	(8)
Excédent brut d'exploitation (EBITDA)		180	198
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	-
Quote-part de résultat des entreprises associées		-	-
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité		(52)	121
Autres produits et charges opérationnels non courants ayant un impact sur la trésorerie		(3)	(7)
Intérêts et charges financières versés		(50)	(50)
Impôts encaissés (versés)		-	(7)
Autres flux sans impact sur la trésorerie		1	2
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies		76	257
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	16, 17	(84)	(64)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	16, 17	1	3
Acquisitions d'actifs financiers		4	3
Cessions d'actifs financiers		-	10
Acquisitions de sociétés consolidées après déduction du montant de la trésorerie acquise		(10)	(10)
Autres flux liés aux opérations d'investissements		-	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies		(89)	(58)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(10)	-
Mouvements sur capitaux propres de la société mère		-	-
Achats d'actions propres		(2)	(1)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Émissions d'emprunts et dettes financières	19	220	663
Remboursements d'emprunts et dettes financières	19	(271)	(782)
Remboursements de la dette locative	19	(30)	(37)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies		(93)	(157)
Incidence de la variation des taux de change		(1)	(8)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		(107)	34
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES		-	(1)
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE ⁽¹⁾		152	132
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE ⁽¹⁾		45	165

(1) Les découverts bancaires détenus à des fins de gestion de la trésorerie sont considérés comme des éléments de trésorerie et sont de fait déduits de la trésorerie dans le tableau de flux nonobstant leur classement en Emprunts et dettes financières courants. Ces découverts, d'un montant de 34 millions d'euros au 31 mars 2026 et de 43 millions d'euros au 30 septembre 2025 constituent la seule différence entre la trésorerie présentée à l'actif du bilan et la trésorerie nette à la clôture présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital et autres réserves	Résultats consolidés de la période	Écarts de conversion	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
CAPITAUX PROPRES AU 30/09/2024	253 611 809	3	819	(46)	(11)	765	1	766
Résultat net	-	-	-	87	-	87	(1)	87
Engagements liés aux avantages au personnel	-	-	3	-	-	3	-	3
Instruments financiers : variations de juste valeur	-	-	(2)	-	-	(2)	-	(2)
Écarts de conversion	-	-	-	-	(18)	(18)	-	(18)
Résultat global	-	-	1	87	(18)	70	(1)	69
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	(46)	46	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-
Paie ment fondé sur les actions (IFRS2)	-	-	(1)	-	-	(1)	-	(1)
Augmentation de détention	-	-	2	-	-	2	-	2
Autres variations	-	-	-	-	(1)	-	1	-
CAPITAUX PROPRES AU 30/09/2025	253 611 809	3	775	87	(30)	835	1	836
Résultat net	-	-	-	21	-	21	-	21
Engagements liés aux avantages au personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur	-	-	3	-	-	3	-	3
Écarts de conversion	-	-	-	-	4	4	-	4
Résultat global	-	-	3	21	4	27	-	27
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	87	(87)	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	(10)	-	-	(10)	-	(10)
Paie ment fondé sur les actions (IFRS2)	-	-	1	-	-	1	-	1
Augmentation de détention	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	(2)	-	-	(2)	-	(2)
CAPITAUX PROPRES AU 31/03/2026	253 611 809	3	854	21	(26)	852	-	852

Annexe aux comptes consolidés IFRS pour les semestres clos les 31 mars 2026 et 2025

5. Présentation générale

Elior Group, société anonyme immatriculée en France dont le siège social est situé 9-11 allée de l'Arche, Paris La Défense cedex 92032, est un acteur majeur de la restauration sous contrat et des services qui y sont associés. Le Groupe opère ses activités de restauration collective et services par l'intermédiaire de ses filiales et participations principalement implantées dans onze pays, dont la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne, l'Italie, l'Inde, la Chine, Hong-Kong et les États-Unis.

Au 31 mars 2026, Elior Group est détenue à 48,17% par le Groupe Derichebourg, à 51,69% par des investisseurs privés et publics suite à son introduction sur le marché d'Euronext Paris le 11 juin 2014, et 0,14% des actions sont en autodétention.

6. Faits marquants**Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2026****Extension du Programme de Titrisation**

Le 18 décembre 2025, l'échéance du programme de titrisation a été étendue d'un an du 30 septembre 2027 au 30 septembre 2028.

Placement Privé d'Obligations de 150 millions d'euros et remboursement anticipé de l'Emprunt Obligataire Senior à échéance 2026

Le 25 février 2026, Elior Group a émis à l'issue d'un placement privé 150 millions d'obligations senior additionnelles portant intérêt à 5,625% et à échéance 2030. Le produit de cette émission obligataire a permis le remboursement par anticipation d'un montant résiduel de 159 millions d'euros d'obligations senior à 3,750% venant à échéance en juillet 2026.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2025**Remboursement du Crédit Senior « Term Loan » de 100 millions d'euros**

Le Crédit Senior « Term Loan » de 100 millions d'euros a été intégralement remboursé au 31 décembre 2024 grâce au financement issu du contrat de titrisation conclu le 30 septembre 2024.

Émission Obligataire « High Yield » de 500 millions d'euros

Le 4 février 2025, Elior Group a émis un emprunt obligataire senior d'un nominal de 500 millions d'euros à échéance mars 2030 et portant intérêt à 5,625%. Le produit de cette émission obligataire a permis de financer le remboursement à hauteur de 391 millions d'euros des 550 millions d'euros de l'emprunt obligataire senior à échéance juillet 2026.

Facilités de crédit renouvelable multidevises de 430 millions d'euros

Le 4 février 2025, Elior Group a également conclu une nouvelle convention de crédit renouvelable multidevises en euro et en dollar U.S. pour 430 millions d'euros (RCF) à échéance septembre 2029.

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Recours à des estimations

7. Principes comptables**7.1. Base de préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés**

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du semestre au 31 mars 2026 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et selon le principe de continuité d'exploitation. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2025.

Pour les périodes intermédiaires, les impôts sur les résultats, hors Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) mais y compris l'IRAP en Italie, sont provisionnés sur la base du taux d'imposition qui devrait s'appliquer au résultat annuel total. La CVAE, (qui est incluse dans la charge d'impôts sur les résultats) et la participation des salariés sont provisionnées sur la base de 50% de la charge annuelle estimée.

Les principes et méthodes comptables appliqués sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés annuels au 30 septembre 2025, à l'exception des normes et interprétations ayant été adoptées par l'Union européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euro et arrondis au million le plus proche.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'administration d'Elior Group le 20 mai 2026.

7.2. Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et appliquées par le Groupe

Les nouvelles normes, amendements aux normes et interprétations publiés par l'IASB qui ne sont pas encore d'application obligatoire n'ont pas été appliqués par anticipation. L'analyse des impacts de la norme IFRS 18 "Présentation des états financiers et information à fournir" qui sera applicable au Groupe au 1er octobre 2027 est en cours d'analyse.

8. Recours à des estimations

Pour établir les états financiers intermédiaires du Groupe, des estimations et des hypothèses ont été faites par la direction du Groupe et celle des filiales. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et charges de la période.

Ces estimations et appréciations qui sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Lors de l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements importants portés par la direction pour l'application des principes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitudes liées aux estimations ont été les mêmes que pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2025.

Les éléments significatifs faisant l'objet de ces estimations et hypothèses comprennent les écarts d'acquisition et les actifs immobilisés (notes 15, 16 et 17), ainsi que les impôts différés.

9. Taux de change

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effet des variations des cours des monnaies étrangères ». Les transactions commerciales en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties aux cours des devises à la date des transactions. Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties sur la base des cours de change à la clôture. Les écarts de change résultant de cette réévaluation sont enregistrés au compte de résultat.

Les taux de change retenus dans les comptes consolidés pour les semestres clos les 31 mars 2026 et 2025 proviennent des cotations à la bourse de Paris :

	Au 31 mars 2026		Au 31 mars 2025	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
• € / US \$:	1,1552	1,16731	1,0793	1,0598
• € / £ :	0,8732	0,87173	0,8348	0,8338
• € / INR :	107,962	105,37797	92,356	90,6002
• € / CNY :	7,9438	8,18345	7,8488	7,6705
• € / CA \$:	1,6073	1,61443	1,5564	1,501
• € / HK \$:	9,0556	9,09949	8,3979	8,2416

10. Regroupements d'entreprises

• Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2026

Aucune acquisition ou cession significative n'est intervenue au cours des 6 mois clos le 31 mars 2026.

• Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2025

Aucune acquisition ou cession significative n'était intervenue au cours des 6 mois clos le 31 mars 2025.

11. Information sectorielle

Le Groupe opère deux activités : la restauration collective et les services. Cette dernière activité a été renforcée et élargie suite à l'acquisition de la division Multiservices de Derichebourg en avril 2023. Le Groupe est désormais constitué de huit secteurs opérationnels : Restauration Collective France, Restauration Collective Italy, Restauration Collective Iberia, Restauration Collective UK, Restauration Collective North America, Restauration Collective India, Restauration Collective Hong Kong et Multiservices.

Les secteurs opérationnels de la Restauration Collective France, Italy, Iberia, UK, North America, India et Hong Kong ont été regroupés au sein d'un même secteur présenté « Restauration Collective » conformément à IFRS 8. Les activités de Restauration Collective exercées dans les différents pays où le Groupe opère ont des caractéristiques économiques similaires en termes de rentabilité à long-terme, de nature de services, de méthode de production ainsi que de catégorie de clients et d'environnement réglementaire.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, l'EBITA ajusté et les actifs non courants par secteur d'activité ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique pour les semestres clos les 31 mars 2026 et 2025.

L'information sectorielle présentée repose sur l'organisation du Groupe et les données financières issues du système de reporting interne régulièrement revues par le Président - Directeur Général, désormais le principal décideur opérationnel.

Le secteur « Corporate & Autres » regroupe essentiellement les fonctions centrales non allouées, les frais de siège du Groupe ainsi que des activités de concession et diverses activités gérées par le siège.

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Information sectorielle

11.1. Chiffre d'affaires, EBITA ajusté et actifs non courants par secteur d'activité

<i>(En millions d'euros)</i>					
Semestre clos le 31 mars 2026	Restauration collective	Multiservices	Corporate & Autres	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires externe	2 320	856	3	-	3 179
Chiffre d'affaires inter-segments	1	20	-	(21)	-
Chiffre d'affaires total	2 321	876	3	(21)	3 179
Résultat opérationnel courant incluant la quote- part de résultat des entreprises associées	81	21	(19)	-	83
<i>Dont :</i>					
Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions	-	-	2	-	2
Dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation	6	-	3	-	10
EBITA Ajusté	87	21	(13)	-	95
<i>EBITA ajusté en % du CA</i>	3,8%	2,5%	-	-	3,0%
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(70)	(13)	(4)	-	(87)
Actifs non courants ⁽¹⁾	1 816	230	355	-	2 401

(1) Actifs non courants incluant la valeur nette des écarts d'évaluation, des immobilisations incorporelles et corporelles et des droits d'utilisation.

<i>(En millions d'euros)</i>					
Semestre clos le 31 mars 2025	Restauration collective	Multiservices	Corporate & Autres	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires externe	2 373	833	7	-	3 213
Chiffre d'affaires inter-segments	-	22	-	(23)	-
Chiffre d'affaires total	2 374	855	7	(23)	3 213
Résultat opérationnel courant incluant la quote- part de résultat des entreprises associées	117	12	(10)	-	119
<i>Dont :</i>					
Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions	-	-	1	-	1
Dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation	7	5	-	-	12
EBITA Ajusté	124	17	(9)	-	132
<i>EBITA ajusté en % du CA</i>	5,2%	2,0%	ns	-	4,1%
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(46)	(16)	(5)	-	(67)
Actifs non courants ⁽¹⁾	1 827	381	163	-	2 372

(1) Actifs non courants incluant la valeur nette des écarts d'évaluation, des immobilisations incorporelles et corporelles et des droits d'utilisation.

Saisonnalité

Hors période exceptionnelle, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant découlant des activités du Groupe sont soumis à des fluctuations saisonnières.

Au cours du premier semestre, le résultat opérationnel courant et le taux de marge de l'activité Restauration Collective sont généralement plus élevés qu'au deuxième semestre, ce dernier étant traditionnellement affecté par une diminution des volumes due aux vacances estivales des employés et des élèves.

En outre, les variations du nombre de jours ouvrés et les dates de certains jours fériés ou de vacances scolaires ont un impact sur la comparabilité du chiffre d'affaires et la rentabilité d'une période à l'autre.

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité sont également soumis à des fluctuations saisonnières, qui résultent principalement des variations des besoins en fonds de roulement. Le montant des créances clients augmente durant le premier semestre car le volume de facturation atteint un pic durant cette période, puis diminue durant le second semestre.

11.2. Chiffre d'affaires par zone géographique

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2026	Semestre clos le 31 mars 2025
France	1 593	1 592
Europe (y compris UK)	892	895
Reste du monde	694	726
TOTAL GROUPE	3 179	3 213

12. Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres charges opérationnelles non courantes s'élèvent à 2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2026, et sont essentiellement constituées de coûts de restructuration.

Les autres charges opérationnelles non courantes s'élevaient à 6 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2025. Elles étaient essentiellement constituées de coûts de restructuration pour 3 millions d'euros.

13. Impôts sur le résultat

La charge nette d'impôts, hors CVAE, est comptabilisée sur la base du taux d'imposition qui devrait s'appliquer au résultat annuel total par zone d'intégration fiscale et en fonction de l'estimation faite par le management de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés basée sur la mise à jour du dernier plan d'affaires du Groupe.

La charge d'impôts au premier semestre 2025-2026 s'élève à 10 millions d'euros et résulte principalement d'impôts courants pour 12 millions d'euros et d'un produit d'impôts différés de 2 millions d'euros.

La charge d'impôts au premier semestre 2024-2025 s'élevait à 18 millions d'euros et résultait principalement d'impôts courants et d'impôts différés (14 et 4 millions d'euros) sur le profit généré sur cette période.

14. Capital de la société mère et dividendes

14.1. Capital de la société mère

Au 31 mars 2026, le capital de la société Elixir Group SA est de 2 536 118,09 euros divisé en 253 611 809 actions d'une valeur nominale de 0,01 € chacune.

Au 31 mars 2026, le nombre de titres d'autocontrôle détenu par Elixir Group est de 363 215 actions.

14.2. Dividendes

L'assemblée générale du 4 février 2026 a décidé de procéder à une distribution aux actionnaires d'une somme de 4 centimes d'euro brut par action, soit un montant total de 10 144 472,36 euros, par prélèvement sur le poste « Prime d'apport ». Le détachement du coupon est intervenu le 17 février 2026 et le paiement a été effectué le 19 février 2026.

Le 28 janvier 2025, l'Assemblée Générale avait décidé de ne distribuer aucun dividende.

15. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition nets regroupant les Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillés comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 septembre 2025	Augmentation	Dépréciation	Autres variations y compris écarts de conversion	Au 31 mars 2026
RC France	759	-	-	-	759
RC North America	279	-	-	5	284
RC Italy	106	-	-	-	106
RC Iberia	83	-	-	-	83
RC UK	118	-	-	-	118
RC India	9	-	-	-	9
RC Hong Kong	8	11	-	-	19
Restauration collective	1 362	11	-	5	1 377
Multiservices	307	-	-	-	309
Corporate et Autres	2	-	-	-	2
TOTAL NETS	1 672	11	-	5	1 688

Test de dépréciation semestriel 2026

Au 31 mars 2026, le Groupe a identifié des indices de perte de valeur de certaines UGTs : RC France, RC North America et RC Italy, à la suite de la revue de la performance du 1^{er} semestre 2026 et après actualisation des prévisions pour la fin d'année 2025-2026,

En application d'IAS 36, le Groupe a procédé à des tests de dépréciation pour ces trois UGTs. Ces tests de dépréciation n'ont mis en évidence aucune perte de valeur et en conséquence aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Le Groupe a également procédé aux analyses de sensibilité qui n'ont révélé aucune situation dans laquelle la valeur recouvrable des UGTs RC France et RC North America serait inférieure à la valeur comptable; la valeur recouvrable de RC Italy étant très proche de la valeur comptable.

Les hypothèses utilisées dans le cadre de ces analyses de sensibilité sont :

- une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation, ou
- une diminution de 50 points de base du taux de croissance à long terme, ou
- une diminution de 5 % des cash-flows nets prévisionnels sur l'horizon des plans d'affaires ainsi que sur le flux terminal.

Test de dépréciation annuel 2025

Au 30 septembre 2025, les tests de dépréciation réalisés sur les actifs du Groupe n'ont conduit à aucune dépréciation.

Sensibilité de la valeur recouvrable des UGT aux hypothèses retenues

En application d'IAS 36, le Groupe a procédé aux analyses de sensibilité des résultats des tests de dépréciation en fonction des hypothèses suivantes :

- une augmentation de 50 points du taux d'actualisation, ou
- une diminution de 50 points de base du taux de croissance à long terme, ou
- une diminution de 5 % des cash-flows nets prévisionnels sur l'horizon des plans d'affaires ainsi que sur le flux terminal.

Une hausse du taux d'actualisation, une baisse du taux de croissance ou des cash-flows prévisionnels, telles indiquées plus haut, ne conduiraient respectivement à aucune dépréciation des écarts d'acquisition. Le Groupe a également déterminé le pourcentage de baisse des cash-flows nets prévisionnels pour lequel la valeur d'utilité serait égale à la valeur recouvrable de l'actif net, comme suit :

- Elior India : - 3%;
- RC France, RC Italy : - 8% et - 7% respectivement ;
- RC Iberia, RC North America : - 33% et - 27% ;
- Autres UGTs : non pertinents (réduction supérieure à 40 %).

Test de dépréciation semestriel 2025

Au 31 mars 2025, le Groupe, après revue de la performance au 1^{er} semestre 2025 et sur la base des prévisions actualisées pour la fin d'année 2024-2025, n'avait pas identifié d'indice de perte de valeur.

16. Immobilisations incorporelles

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2025	Augmentation	Diminution	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 mars 2026
Droits à concession	15	-	-	-	15
Actifs exploités en concession	-	-	-	-	-
Marques	7	-	-	-	7
Relations clients	322	-	-	3	325
Logiciels	139	2	-	-	142
Immobilisations incorporelles en cours	9	3	-	-	12
Autres	55	2	-	-	57
Immobilisations incorporelles brutes	547	8	-	3	559
Droits à concession	(13)	(6)	-	6	(14)
Actifs exploités en concession	(0)	-	-	-	-
Marques	(11)	-	-	-	(12)
Relation clients	(162)	(3)	-	(8)	(174)
Logiciels	(123)	(3)	-	-	(126)
Autres	(40)	(1)	-	-	(40)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(348)	(14)	-	(2)	(365)
VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	198	(5)	(0)	1	194

(1) La colonne « Autres variations » correspond principalement aux effets de conversion des sociétés en devises autres que l'euro, au transfert des immobilisations en cours et à des reclassements de poste à poste des immobilisations incorporelles et corporelles.

17. Immobilisations corporelles

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2025	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 mars 2026
Terrains	10	-	4	-	-	14
Constructions	132	-	17	-	2	151
Installations techniques	484	3	17	(10)	3	497
Autres immobilisations corporelles	403	1	14	(6)	4	415
Immobilisations corporelles en cours	19	-	16	-	(6)	29
Avances et acomptes sur immobilisations	2	-	3	-	-	4
Immobilisations corporelles brutes	1 050	4	70	(16)	2	1 110
Constructions	(54)	-	(4)	-	-	(57)
Installations techniques	(390)	(2)	(20)	10	-	(402)
Autres immobilisations corporelles	(278)	(1)	(19)	7	(2)	(293)
Amortissements des immobilisations corporelles	(722)	(3)	(42)	17	(3)	(752)
VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	329	1	28	1	(1)	358

(1) La colonne « Autres variations » correspond principalement aux effets de conversion des sociétés en devises autres que l'euro, au transfert des immobilisations en cours et à des reclassements de poste à poste des immobilisations incorporelles et corporelles.

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Dettes financières et charges financières nettes

18. Droits d'utilisation

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2025	Augmentation	Diminution	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 mars 2026
Redevances	37	4	-	-	40
Immobilier	178	14	(14)	1	179
Installations techniques et autres équipements	23	-	(3)	-	20
Véhicules	107	23	(10)	-	121
Droits d'utilisation bruts	345	41	(27)	1	360
Redevances	(21)	(2)	-	-	(23)
Immobilier	(97)	(14)	11	-	(101)
Installations techniques et autres équipements	(15)	(2)	3	-	(15)
Véhicules	(58)	(12)	9	-	(60)
Amortissement des droits d'utilisation	(191)	(31)	23	-	(199)
VALEUR NETTE DES DROITS D'UTILISATION	154	10	(4)	1	161

(1) La colonne « Autres variations » correspond principalement aux effets de conversion des sociétés en devises autres que l'euro.

19. Dettes financières et charges financières nettes**19.1. Dettes financières****19.1.1. Sources de financement**

La dette financière du Groupe comprend principalement les emprunts et dettes bancaires suivantes :

- une dette obligataire senior d'un montant total de 650 millions d'euros qui se compose d'une souche de 500 millions d'euros à échéance mars 2030 d'un coupon de 5,625 %, qui a été augmentée de 150 millions d'euros suite à un placement privé le 25 février 2026 ;
- une dette bancaire garantie par l'État français (PGE) d'un montant initial de 225 millions d'euros amortie depuis octobre 2023, s'élevant à 84 millions d'euros au 31 mars 2026, avec une échéance finale en mars 2027. Le coût moyen pondéré de cette dette est 2,75% (incluant la garantie de l'État français) ;
- une ligne de crédit renouvelable multidevises de 430 millions d'euros, à taux variable Euribor *flooré* à 0 % majoré d'une marge standard de 2,40 % pour les tirages en euro et/ou à taux variable SOFR *flooré* à 0 % plus une marge de 2,60 % pour les tirages en dollar américain. Au 31 mars 2026, 40 millions d'euros étaient tirés. La ligne est à échéance septembre 2029 ;
- une dette résultant d'un programme de titrisation de créances commerciales étendue jusqu'au 30 septembre 2028. Le plafond de ce programme s'élève à 800 millions d'euros et inclut les créances des filiales françaises, anglaises, italiennes et espagnoles du périmètre restauration collective ainsi que celles du périmètre multiservices ;
- une dette de 144 millions d'euros au 31 mars 2026 résultant du programme de NEU CP mis en place en juillet 2023. Le plafond de ce programme est de 500 millions d'euros.

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Dettes financières et charges financières nettes

Le tableau ci-après présente la ventilation de l'endettement du Groupe (y compris les dettes de loyers IFRS 16) en valeur de remboursement (hors amortissement des frais d'émission d'emprunt et prime d'émission) et par échéances :

(En millions d'euros)		Au 31 mars 2026			Au 30 septembre 2025		
	Devise d'émission	Dettes courantes	Échéance > 1 an et < 5 ans	Échéance > 5 ans	Dettes non courantes	Dettes courantes	Dettes non courantes
Obligations	€	-	650	-	650	-	500
Prêt garanti par l'État	€	-	-	-	-	-	56
Emprunts bancaires	€ / \$	-	44	1	45	-	118
Emprunts et dettes financières diverses	€ / \$ / £	-	2	-	2	-	2
DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES		-	696	1	697	-	676
DETTES DE LOYERS NON COURANTES	€ / \$ / £ / ₹	-	100	12	112	-	108
Obligations	€	-	-	-	-	159	-
Titrisation et affacturage	€ / £	129	-	-	-	136	-
Prêt garanti par l'État	€	84	-	-	-	56	-
Emprunts bancaires	€ / \$	3	-	-	-	5	-
Découverts bancaires(1)	€ / \$ / £	34	-	-	-	43	-
Titres de créances négociables	€ / \$	144	-	-	-	81	-
Emprunts et dettes financières diverses	€ / \$ / £	1	-	-	-	1	-
DETTES FINANCIÈRES COURANTES		396	-	-	-	481	-
DETTES DE LOYERS COURANTES	€ / \$ / £ / ₹	56	-	-	-	53	-
TOTAL DETTES FINANCIÈRES		452	796	13	809	534	784

(1) Dette considérée comme un passif de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

19.1.2. Valeur comptable et juste valeur de la dette financière

La valeur comptable (incluant l'amortissement des frais d'émission d'emprunt) et la valeur de marché de la dette financière du Groupe sont détaillées comme suit :

(En millions d'euros)		Au 31 mars 2026		Au 30 septembre 2025	
	Devise d'émission	Montant au coût amorti	Montant en juste valeur	Montant au coût amorti	Montant en juste valeur
Obligations	€	649	659	493	512
Prêt garanti par l'État	€	-	-	56	56
Emprunts bancaires	€ / \$	40	45	114	119
Emprunts et dettes financières diverses	€ / \$ / £	2	2	2	2
DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES		691	706	665	689
DETTES DE LOYERS NON COURANTES	€ / \$ / £ / ₹	112	112	108	108
Obligations	€	-	-	159	159
Titrisation et affacturage	€ / £	127	129	133	136
Prêt garanti par l'État	€	84	84	56	56
Emprunts bancaires	€ / \$	3	3	5	5
Découverts bancaires	€ / \$ / £	34	34	43	43
Titres de créances négociables	€ / \$	144	144	81	81
Emprunts et dettes financières diverses		1	1	1	1
DETTES FINANCIÈRES COURANTES		393	395	478	481
DETTES DE LOYERS COURANTES	€ / \$ / £ / ₹	56	56	53	53
TOTAL DETTES FINANCIÈRES		1 252	1 270	1 304	1 331

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Dettes financières et charges financières nettes

19.1.3. Évolution des emprunts et dettes financières

L'évolution des emprunts et dettes financières au 31 mars 2026 est détaillée comme suit :

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2025	Entrée de périmètre	Émission	Remboursement	Autres variations ⁽¹⁾	Au 31 mars 2026
Obligations	493	-	155	(159)	160	649
Prêt garanti par l'État	56	-	-	(28)	(28)	-
Emprunts bancaires	114	-	1	(76)	1	40
Emprunts et dettes financières diverses	2	-	-	-	-	2
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTES	665	-	155	(263)	134	691
DETTE DE LOYERS NON COURANTES	108	-	-	-	4	112
Obligations	159	-	-	-	(159)	-
Titrisation et affacturage	133	-	1	(7)	-	127
Prêt garanti par l'État	56	-	-	-	28	84
Emprunts bancaires	5	-	-	-	(2)	3
Découverts bancaires	43	-	-	-	(9)	34
Titres de créances négociables	81	-	64	-	-	144
Emprunts et dettes financières diverses	1	-	-	(1)	-	1
DETTE FINANCIÈRE COURANTES	478	-	65	(8)	(142)	393
DETTE DE LOYERS COURANTES	53	-	-	(30)	33	56
TOTAL DETTE FINANCIÈRE	1 304	-	220	(301)	29	1 252

(1) Les « Autres variations » sont essentiellement constituées des nouvelles dettes de loyers liées à l'application d'IFRS 16, des flux de reclassement courant/non courant, de l'étalement des frais d'émission d'emprunts, des effets de conversion des sociétés en devises autres que l'euro et des variations de périmètre au cours de l'exercice.

19.1.4. Covenants financiers

Les contrats de financement moyen et long terme souscrits par Elior Group et par Elior Participations sont assortis de clauses influant sur leur exigibilité anticipée, et relatives au respect de ratios financiers (levier financier) calculés au niveau consolidé d'Elior Group et vérifiés lors de chaque clôture semestrielle. Ils ne comportent pas de clause exorbitante du droit commun des contrats de ce type.

Le contrat régissant les Obligations (l'« *Indenture* ») contient notamment des clauses restrictives et des cas de défaut habituels sur le marché européen *High Yield*, chacun étant soumis à un certain nombre d'exceptions, de seuils et de réserves.

Il est notamment prévu des engagements en faveur des détenteurs d'Obligations *High Yield*, dont le but est, entre autres, de limiter la capacité de la Société et certaines de ses filiales de contracter de l'endettement supplémentaire, verser des dividendes ou procéder à toute autre distribution, effectuer tout autre paiement restreint ou investissement, octroyer des sûretés ou garanties, créer des rangs supplémentaires d'endettement, céder des actifs, fusionner ou se consolider avec d'autres entités, effectuer des transactions avec des sociétés affiliées, et consentir des garanties supplémentaires.

Ces limitations font l'objet de diverses exceptions et conditions usuelles.

Ces engagements et limitations seraient suspendus dès lors que les Obligations viendraient à être notées en catégorie « investment grade », soit une notation supérieure ou égale à BBB-/Baa3.

Le Contrat de Crédit Senior contient des engagements de faire ou ne pas faire applicables aux membres du Groupe relativement usuels pour ce type de financement, adaptées dans certains cas pour tenir compte de la situation du Groupe. Le contrat de crédit prévoit des restrictions en termes d'acquisition, de rachats d'actions et de distribution de dividendes tant que le ratio de levier est supérieur ou égal à 4,5x.

Le Contrat de Crédit Senior contient certains engagements d'information, et plus particulièrement l'obligation de fournir les comptes annuels consolidés certifiés et les comptes semestriels consolidés.

Le Contrat de Crédit Senior prévoit que le ratio de levier doit être inférieur à 4,5x au 31 mars 2026 et jusqu'à la fin du contrat. Au 31 mars 2026, le ratio de levier s'élevait à 3,6x.

Les clauses du Prêt Garanti par l'État français reflètent les engagements et clauses restrictives du Contrat de Crédit Senior, dont le ratio de levier.

19.2. Gestion des risques financiers

19.2.1. Risque de liquidité

Le Groupe gère le risque de liquidité en pilotant la durée des financements, la permanence des lignes de crédit disponibles et la diversification des ressources. De plus, il surveille les flux de trésorerie réels en les comparant aux prévisions.

Le Groupe dispose d'une gestion de trésorerie centralisée qui permet d'optimiser l'usage de ses liquidités. Les excédents de trésorerie ou les besoins de financement des filiales sont centralisés et placés ou financés auprès de la société centralisatrice de trésorerie du Groupe, Elior Participations. Un sous-palier de centralisation de trésorerie a été mis en place dans chaque pays dans lequel opère le Groupe.

Au 31 mars 2026, le Groupe disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 79 millions d'euros (contre 195 millions d'euros au 30 septembre 2025).

Outre la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les sources de liquidité du Groupe au 31 mars 2026 étaient les suivantes :

- une ligne de crédit renouvelable multidevises (Euro et US Dollars) d'un montant de 430 millions d'euros. La ligne de crédit est tirée à hauteur de 40 millions d'euros au 31 mars 2026, laissant 390 millions d'euro disponible ;
- un programme de titrisation de créances commerciales d'un montant de 800 millions d'euros partiellement utilisé, au 31 mars 2026 à hauteur de 598 millions d'euros (dont 128 millions d'euros de financement non déconsolidé). En cas de fermeture des marchés des ABCP (asset-backed commercial paper), le Groupe dispose d'une ligne de liquidité bancaire de 800 millions d'euros durant 6 mois ;
- des lignes bancaires non confirmées à hauteur de 77 millions d'euros. Au 31 mars 2026, 34 millions d'euros sont utilisés.

Par ailleurs, le Groupe dispose des notations de crédit suivantes :

- Standard & Poor's : B+ perspective stable renouvelé le 21 janvier 2026 (la note précédente datait du 20 janvier 2025).
- Fitch : BB- perspective stable depuis le 13 février 2026 (la note précédente étant B+ perspective positive le 23 octobre 2024).

19.2.2. Risque de change

Elior Group opère essentiellement dans des pays de la zone euro. Les pays hors zone euro, essentiellement la Grande-Bretagne et les États-Unis, représentent près d'un tiers du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Les revenus et les coûts des sociétés du Groupe sont facturés et encaissés dans les devises des pays concernés. En règle générale, les sociétés du Groupe n'ont pas de créances ou de dettes significatives en devises étrangères envers des tiers. Le Groupe ne supporte donc pas de risque de change significatif sur les transactions commerciales.

Les financements externes du groupe sont pour l'essentiel libellés en euros.

La société Elior Participations SCA finance ses filiales en euro et en devises. Dans ce dernier cas, elle utilise les financements en devises et instruments dérivés appropriés pour couvrir ses expositions.

Les encours nets de dérivés de change au 31 mars 2026 sont de 32 millions de livres sterling acheteur, de 280 millions de dollars hongkongais vendeur, de 132 millions de dollars américains vendeur et 2 millions de dollars canadiens vendeur. Au 30 septembre 2025, les encours nets de dérivés de change étaient de 18 millions de livres sterling acheteur, de 201 millions de dollars hongkongais vendeur, de 152 millions de dollars américains vendeur et de 2 millions de dollars canadiens vendeur.

La sensibilité du Groupe à la variation des taux de change porte principalement sur :

- la variation de la livre sterling contre l'euro : une hausse ou une baisse de 5% de la livre sterling contre l'euro par rapport au cours moyen constaté pendant le semestre clos le 31 mars 2026 (0,8717) aurait pour effet de faire varier le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant consolidés de respectivement 11 millions d'euros et 1 million d'euros ; et
- la variation du dollar américain contre l'euro : une hausse ou une baisse de 5% du dollar américain par rapport au cours moyen constaté pendant le semestre clos le 31 mars 2026 (1,1673) aurait pour effet de faire varier le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant consolidés de respectivement 31 millions d'euros et 2 millions d'euros.

19.2.3. Risque de taux d'intérêt

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt sur son endettement et sur ses liquidités. En effet, par le biais de son endettement portant intérêt, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt qui ont un impact sur le montant de ses charges financières nettes.

Afin de se prémunir contre l'évolution défavorable des taux d'intérêt, le Groupe a recours à des couvertures de taux d'intérêt. Au 31 mars 2026, ces couvertures étaient composées de swaps de taux fixe et variable pour une position nette payeuse fixe de 335 millions d'euros.

En conséquence, au 31 mars 2026, la position de taux d'intérêt du Groupe (définie comme étant la dette financière nette hors les dettes de loyers plus la portion déconsolidée de la titrisation) était la suivante :

- 1 129 millions d'euros à taux fixe (dette émise à taux fixe ou fixée via swap),
- 353 millions d'euros à taux variable.

La sensibilité des frais financiers annuels du Groupe à une hausse de 1% des taux d'intérêt est d'environ 4 millions d'euros.

Le pourcentage de la dette financière à taux fixe s'élève à 74% au 31 mars 2026.

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Dettes financières et charges financières nettes

19.2.4. Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe se refuse à honorer ses obligations contractuelles ou soit dans l'impossibilité de le faire. Ceci entraînerait une perte financière ou une perte de liquidité pour le Groupe.

19.2.5. Risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsque le Groupe accorde un crédit à des clients. Le risque d'insolvabilité, voire de défaillance de clients, peut entraîner un non-remboursement des sommes investies et par conséquent influencer négativement le compte de résultat et les flux de trésorerie du Groupe.

La forte diversification des clients et des sites opérés réduit le risque de concentration et dilue significativement le risque de défaut. Par ailleurs, les facturations sont généralement établies sur la base de prestations déjà réalisées et après acceptation des clients, ce qui réduit la possibilité pour ces derniers de les contester. De plus, une procédure de suivi et de relance des créances clients est mise en œuvre au niveau de chaque pays pour accélérer le recouvrement.

Les instruments financiers concernés sont principalement les placements de trésorerie et les instruments financiers dérivés.

Le Groupe dépose ses liquidités à vue et ne traite d'instruments dérivés qu'auprès de groupes bancaires de premier plan. De ce fait, le Groupe considère actuellement le risque de contrepartie comme extrêmement limité.

Enfin, pour les entités françaises, espagnoles, italiennes et anglaises au titre du compartiment « Off » du contrat de titrisation 2024, les risques de crédit et le coût des retards de paiement attachés aux créances cédées sont transférés à l'acquéreur.

Dans l'ensemble, la valeur comptable des actifs financiers enregistrée dans les comptes consolidés annuels, nette des dépréciations, représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit.

19.3. Charges financières nettes

Le résultat financier des périodes de 6 mois closes au 31 mars 2026 et 2025 est présenté comme suit :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2026	Semestre clos le 31 mars 2025
Coût net de l'endettement financier	(48)	(49)
Charge d'intérêt relative aux contrats de location (IFRS 16)	(4)	(4)
Gain/(perte) de change net(te)	2	(4)
Coût financier net des engagements postérieurs à l'emploi	(1)	(1)
Revenus des prêts et créances	3	2
Autres produits financiers	-	23
Autres charges financières	(1)	(19)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS NETS	(50)	(52)

Les autres produits et autres charges financiers pour les 6 mois de 2025 étaient essentiellement relatifs à la cession de notre participation minoritaire dans Ducasse Développement fin décembre 2024, transaction qui n'avait donné lieu à aucune plus ou moins-value de cession.

20. Provisions courantes et non courantes

Ce poste se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 mars 2026	Au 30 septembre 2025
Engagements liés au personnel	72	70
Non-renouvellement des concessions	11	11
Autres provisions	10	10
Provisions non courantes	93	91
Risques commerciaux	3	3
Provision pour litiges fiscaux et sociaux	11	12
Provision pour réorganisation	2	6
Engagements liés au personnel	7	7
Autres provisions	38	22
Provisions courantes	61	49

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe peut faire l'objet de procédures judiciaires, de contrôles fiscaux, sociaux ou administratifs. Une provision est enregistrée à chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers dont le passif potentiel susceptible d'en résulter peut être estimé avec une précision suffisante.

En janvier 2022, un premier jugement avait condamné l'une de nos filiales en Italie à payer 5 millions d'euros dans le cadre d'un contentieux fiscal avec l'administration fiscale italienne relatif à la TVA sur l'année 2014-2015. En mai 2022, un second jugement en appel défavorable avait été rendu. Il a été fait appel de cette décision auprès de la Cour Suprême, mais le risque de paiement de ce redressement a été estimé plus probable qu'improbable.

Aucun nouvel élément n'est intervenu sur les six premiers mois de l'exercice 2025-2026. En conséquence, la provision de 5 millions d'euros comptabilisée au 30 septembre 2022 a été maintenue au 31 mars 2026.

Au 31 mars 2026, une provision pour perte à terminaison relative à un contrat significatif en Italie de 18 millions d'euros a été comptabilisée en "Autres provisions courantes".

21. Transactions avec les parties liées

En dehors des administrateurs et membres de l'Executive Committee, les transactions avec les autres parties liées concernent essentiellement les transactions avec le Groupe Derichebourg sur le semestre clos le 31 mars 2026.

(En millions d'euros)	Au 31 mars 2026	Au 31 mars 2025
Revenus	8	8
Charges	-	1
Clients	2	4
Fournisseurs	-	1
Compte-courants	-	-
NS : non significatif		

22. Événements postérieurs à la clôture du 31 mars 2026

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

8. Rapport des commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit
Tour First TSA 14444
92037 Paris-La Défense
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 R.C.S. Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Elior Group

Période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Elior Group, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne

comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris-La Défense, le 21 mai 2026

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

Quentin Séné Pierre Abily

DELOITTE & ASSOCIES

Mansour Belhiba Aude Boureau

9. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

À Paris-La Défense,

Le 21 mai 2026

Daniel Derichebourg

Président-directeur général

Conception et Réalisation





LINKEDIN
Elior Group



INSTAGRAM
@elior_france



TWITTER
@Elior_Group



WEBSITE
eliorgroup.com



TIKTOK
@elior_france

